

[Comment utiliser un document Google?](#)

CAHIER DE L'ÉLÈVE

En quoi consiste la modernisation de l'État québécois durant la Révolution tranquille?



CONSIGNES

Opérations intellectuelles visées

- Situer dans l'espace et dans le temps
- Déterminer des éléments de continuité et de changement

Consignes

1- Comme tu as déjà une idée de l'État québécois avant 1960, tu pourras consulter les documents suivants et constater en quoi l'État a subi d'importants changements dans les années 1960. Observe les documents suivants et tente de répondre à la question: En quoi consiste la modernisation de l'État québécois durant la Révolution tranquille?

- Qualifie l'intervention de l'État. A-t-elle augmenté ou diminué par rapport aux années précédant 1960? À l'aide de quels documents peux-tu justifier ta réponse?
- Quelles sont les formes d'intervention de l'État?
- Dans quels secteurs de la société l'État intervient-il?

2- Lorsque tu auras analysé tous les documents, crée une affiche représentant les changements les plus importants ayant touché l'État québécois au cours de la Révolution tranquille en utilisant les informations recueillies:

- présente au moins trois changements liés à la modernisation de l'État québécois;
- pour chaque changement, indique de quel document provient l'information et quel aspect de la société il touche (économique, politique, social);
- représente chaque changement par une image et un slogan;
- laisse libre cours à ta créativité pour créer une affiche attrayante.



TECHNOLOGIE

Utilise un site Internet comme Glogster ou Moodshare pour réaliser une affiche qui représente les principaux changements apportés à l'État québécois durant la Révolution tranquille.



TABEAU

Qualifie l'intervention de l'État. A-t-elle augmenté ou diminué par rapport aux années précédant 1960?

À l'aide de quels documents peux-tu justifier ta réponse?

Document 1	
Document 2	
Document 3	
Document 4	
Document 5	
Document 6	
Document 7	
Document 8	
Document 9	
Document 10	

Quelles sont les formes d'intervention de l'État?

Dans quels secteurs l'État intervient-il?

DOSSIER DOCUMENTAIRE

En quoi consiste la modernisation de l'État québécois durant la Révolution tranquille?



CONTEXTE

On appelle la période des années 1960 la « Révolution tranquille ». Ce terme un peu contradictoire (comment une révolution peut-elle être tranquille?) laisse entendre qu'il y a eu un certain nombre de changements dans la société à cette époque. On dit de cette période qu'elle a donné lieu à la modernisation de l'État québécois. En quoi consiste cette modernisation? Qu'est-ce qui différencie l'État du Québec avant et après la Révolution tranquille?

Le duplessisme

Selon la description que font ces historiens du gouvernement de Maurice Duplessis, quelles sont les caractéristiques de l'État québécois d'avant 1960?

« Le gouvernement Duplessis affiche un profond conservatisme en matière économique, sociale et politique. Défendant l'entreprise privée, il appuie le grand capital, américain et canadien-anglais, auquel il laisse le soin de développer le Québec, en mettant surtout l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles. [...] il s'oppose à l'accroissement de l'intervention étatique. Défenseur de l'ordre établi, Duplessis combat le militantisme syndical et affuble de l'étiquette "communiste" les agents de changement social. »

Source du texte : Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, Tome II: *Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1989, p. 208.



Source de l'image : Studio Dupras et Colas, *Maurice Duplessis* (1936). [Wikimedia Commons](#). Image du domaine public.



DOCUMENTS HISTORIQUES

Document 1 : Maîtres chez nous

Lors de l'élection québécoise de 1962, le Parti libéral de Jean Lesage utilise cette affiche, désormais célèbre, qui porte le slogan «Maîtres chez nous». Cette affiche fait référence au fait que les Québécois veulent reprendre possession d'une de leurs ressources naturelles. Sais-tu laquelle?

Source du texte : Service national du RÉCIT, domaine de l'univers social.

Source de l'image : Extrait du visuel de la campagne libérale *Maîtres chez nous*, Parti libéral du Québec, [Banque d'images en univers social](#).
Licence : image du domaine public.



Document 2 : Les sociétés d'État*

Au fil du temps, le gouvernement du Québec crée plusieurs sociétés d'État pour offrir des services à la population et participer au développement de certains secteurs de l'économie. À quelle époque sont créées la majorité des sociétés d'État québécoise? Dans quel secteur de la société interviennent-elles?

Principales sociétés d'État québécoises (jusqu'en 1978)

Nom	Année de création
Société des alcools	1921
Hydro-Québec	1944
Société générale de financement (SGF)	1962
Sidérurgie du Québec (SIDBEC)	1964
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	1965
Caisse de dépôt et de placement du Québec	1965
Société d'habitation du Québec (SHQ)	1967
Société d'exploitation des loteries et courses (Loto-Québec)	1969
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier (REXFOR)	1969
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	1969
Société d'énergie de la Baie James (SEBJ)	1971
Société de développement de la Baie James (SDBJ)	1971
Société de développement industriel (SDI)	1971
Société Québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	1975
Société nationale de l'amiante (SNA)	1978

*Société d'État: entreprise qui appartient à l'État et qui est administré par l'État.

Source : Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, tome II : *Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1989, p. 463.

Document 3 : La nationalisation de l'électricité

En 1962, le ministre des ressources naturelles, René Lévesque, explique à la population le projet de nationalisation des compagnies privées d'électricité. Dans cette émission spéciale, présentée à la télévision à l'époque, il explique tous les détails du projet.



Visionner l'extrait à partir de 7 minutes 35 jusqu'à la fin de la vidéo.

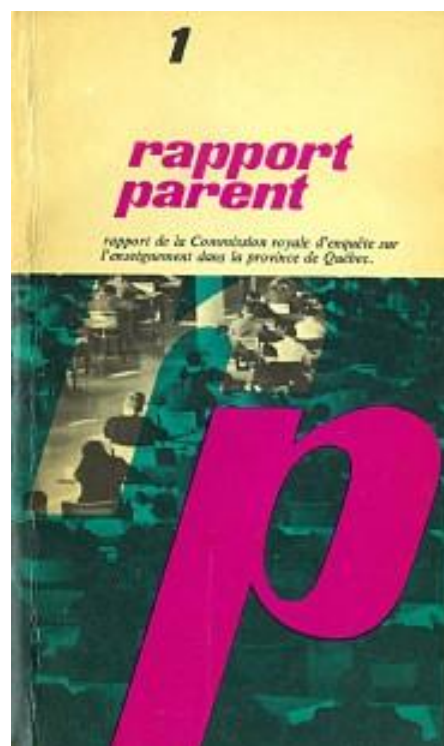
Source : [YouTube](#)

Document 4 : Le rapport Parent sur l'éducation

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, mieux connue sous le nom de Commission Parent, mène ses travaux sur plusieurs années et se penche sur l'état de l'enseignement au Québec. Elle émet plusieurs recommandations afin de changer de manière importante le système scolaire du Québec.

« Le droit de chacun à l'instruction, idée moderne, réclame que l'on dispense l'enseignement à tous les enfants sans distinction de classe, de race, de croyance ; et cela de l'école primaire jusqu'à l'université. L'éducation n'est plus, comme autrefois, le privilège d'une élite. La gratuité scolaire s'impose pour généraliser l'enseignement [...] L'État, qui avait toujours laissé à l'initiative privée, surtout aux Églises, le soin de l'éducation, est devenu le principal agent d'organisation, de coordination et de financement de l'enseignement. »

Source du texte et de l'image : *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Première partie ou tome I : Les structures supérieures du système scolaire*, 2^e édition, Québec, Gouvernement du Québec, mars 1965, p. 92- 93.



Document 5 : L'évolution des effectifs et des dépenses du gouvernement du Québec

Que peut-on déduire de l'augmentation des effectifs, des revenus et des dépenses du gouvernement du Québec au cours des années 1960?

Revenus et dépenses du gouvernement du Québec, années choisies, 1960-1984
(en millions de dollars)

Année	Revenus bruts	Dépenses brutes
1960-1961	744,5	860,2
1965-1966	1 779,4	2 049,4
1970-1971	3 807,0	3 928,9
1975-1976	7 917,7	8 791,1
1980-1981	14 681,4	17 558,7
1983-1984	21 411,0	24 523,5

Évolution des effectifs de la fonction publique au Québec,
années choisies, 1960-1985

Année	Administration et régie	Entreprises publiques	Total	Employés par 1000 habitants
1960	29 298	7 460	36 766	7,13
1965	41 847	14 411	56 258	9,94
1970	53 700	16 366	70 066	11,65
1975	85 465	27 047	112 512	18,20
1980	102 750	32 326	135 076	21,40
1985	108 503	41 830	150 333	22,80

Sources des données : « Annuaire du Québec et Comptes publics », dans Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, tome II: *Le Québec depuis 1930*, nouvelle édition, Montréal, Boréal, 1989, p. 698. Gérard Bernier et Robert Boily, *Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours*, Montréal, ACFAS, 1986, p. 373.

Document 6 : Création du ministère de l'Éducation

Cette vidéo présente le contexte de la création du ministère de l'Éducation en 1964.

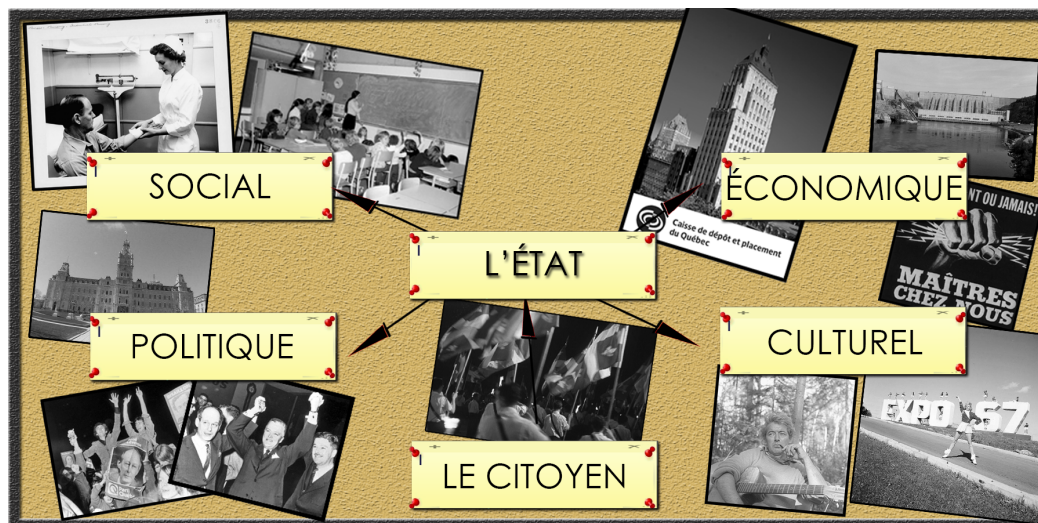
Visionner l'extrait à partir de 11 minutes 40 jusqu'à 14 minutes 20.

Source de la vidéo : Archives de Radio-Canada, [YouTube](#).



Document 7 : L'État-providence

« Résultat d'un long processus commencé pendant la guerre, l'État-providence arrive à maturité durant les années 1960 et 1970, alors que se déploie la panoplie des mesures sociales qui en constituent l'aspect le plus visible. Ses trois modes d'intervention - réglementation [comme la loi sur la fréquentation obligatoire de l'école jusqu'à l'âge de 16 ans], redistribution [comme les allocations familiales], assurance [comme l'assurance-hospitalisation] - touchent tous les secteurs de la vie sociale et tous les individus. »



Source du texte : Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*. Tome II : Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal, 1989, p. 637.

Sources des images : Devlin-Belaieff-Jousse, Félix Leclerc, [Bibliothèque et Archives Canada](#), MIKAN 3218251; Majorettes en face de la structure "EXPO 67" à l'entrée de l'Expo, [Bibliothèque et Archives Canada](#), MIKAN 3624928; Logo de la Caisse de dépôt et de placement et édifice Price, [Caisse de dépôt et de placement](#); Hélène Jutras, Manic-2, [Wikimedia Commons](#); Pierre Gignac, Assemblée Nationale, [Le monde en images](#), n° 38699; L'infirmière, Eileen Carteren, prodiguant des soins à un patient, [Bibliothèque et Archives Canada](#), MIKAN 4366023; René Lévesque remporte les élections du 15 novembre 1976, Centrale des syndicats du Québec (CSQ), [Banque d'images Recitus](#); Extrait du visuel de la campagne libérale Maîtres chez nous, Parti libéral du Québec, [Banque d'images Recitus](#); Victoire du Parti libéral de Jean Lesage aux élections de 1962, Archives de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), [Banque d'images Recitus](#); Des élèves en classe à l'École Félix-Leclerc à Pointe-aux-Trembles, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, E6S7SS1_P742857, *Porteurs de drapeaux* (1964), [Archives de la Ville de Montréal](#), Flickr, VM94-ED5-003.

Document 8 : L'objectif principal de la loi sur l'assurance-hospitalisation (1964)

« Afin que les résidents du Québec et les autres personnes déterminées par règlement reçoivent gratuitement des services [de santé] assurés selon des modalités uniformes, le ministre [de la Santé] attribue aux établissements visés par la Loi sur les services de santé [...] les sommes nécessaires au financement du coût des services assurés qu'ils dispensent [...]. »

Source du texte : Publications du Québec, *Loi sur l'assurance-hospitalisation* (1964), [En ligne](#).



Source de l'image : Denis Chabot, *L'hôpital Maisonneuve-Rosemont* (2001), [Le monde en images](#). Licence : Creative Commons (BY-NC-SA).

Document 9 : Le code du travail

« L'adoption du nouveau code du travail [par le gouvernement de Jean Lesage], en 1964, accorda de nouvelles garanties aux syndicats, assura leur indépendance financière et, plus important encore, donna le droit de grève aux employés du secteur public. »

Source du texte : John Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 1992, p. 341.

Source de l'image : Jean Lesage, photo de Gaby, [Bibliothèque et Archives nationales du Québec](#), P1000,S4,D83,PL109.



Document 10 : La capacité juridique des femmes mariées

En 1964, la première femme élue à l'Assemblée législative du Québec et première femme ministre, Claire Kirkland-Casgrain, dépose la loi 16 sur la capacité juridique des femmes mariées.

« [...] le Code civil persistait à nier à la femme mariée plusieurs des droits reconnus à l'homme et à faire d'elle, à toutes fins utiles, une mineure ou une irresponsable perpétuelle, entièrement soumise à l'autorité de son mari. La loi 16 met donc fin à cet état de chose en reconnaissant l'égalité juridique des époux et le droit pour la femme d'exercer des responsabilités civiles ou financières qui lui étaient interdites jusqu'alors. »

Source du texte : Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain*. Tome II: *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 611.



Source de l'image : Laval Bouchard, *Claire Kirkland-Casgrain* (1966). [Bibliothèque et Archives nationales du Québec](#), E6, S7, SS1, P6640107. [Banque d'images Récit](#).